

En Hongrie, « la mère est une femme, le père est un homme », l'Europe s'inquiète



Article rédigé par *genethique.org*, le 13 novembre 2020

Source [*genethique.org*] Le gouvernement hongrois a déposé mardi un projet d'amendement pour inscrire dans sa constitution que « *la base de la relation familiale est le mariage ou la relation parent-enfant* » et que « *la mère est une femme, le père est un homme* ».

Le texte proposé a été soumis au Parlement par la ministre de la Justice, Judit Varga. Il indique que « *la Hongrie protège le droit des enfants à s'identifier en fonction de leur sexe* », défini comme étant uniquement celui de la naissance. « *L'éducation est assurée conformément aux valeurs fondées sur l'identité constitutionnelle de la Hongrie et la culture chrétienne* », ajoute le texte, précisant qu'il est nécessaire de protéger les enfants « *des nouvelles tendances idéologiques modernes du monde occidental [...] qui menacent le droit des enfants à un développement sain* ». L'idéologie LGBT est directement visée par ces derniers mots, qui « *rendraient les programmes de sensibilisation LGBTQI à l'école impossibles* ».

Un autre texte est actuellement en discussion, également soumis au Parlement mardi : il stipule que « *seuls les couples mariés pourraient adopter des enfants* » et que « *les célibataires devront demander l'autorisation spéciale du ministre chargé des Affaires familiales* ». L'objectif semble être de freiner la possibilité, pour les homosexuels, d'adopter en tant que célibataires. En mai dernier la Hongrie a également interdit la possibilité de changer de sexe à l'état-civil (cf. [En Hongrie, inscription à l'état civil du « sexe biologique basé sur la naissance et le génome »](#)).

La Commission Européenne à l'Egalité a indiqué « *suivre* » avec attention ces projets de loi hongrois. L'Estonie est également surveillée, depuis que son gouvernement a annoncé l'organisation d'un référendum en 2021 dont le but est de définir, dans la Constitution, le mariage comme l'union d'un homme et d'une femme. Quant à la Pologne, la Commission Européenne a déjà commencé à refuser des subventions à certaines municipalités qui avaient décrété des « *zones sans idéologie LGBT* ». Jugeant la situation « *inquiétante* », Bruxelles a présenté jeudi un plan « *destiné à lutter contre les discriminations et la haine envers les personnes LGBT et à renforcer les droits des couples homoparentaux* ». Ce plan de la Commission propose :

- « *une reconnaissance mutuelle entre Etats membres des droits parentaux des couples de même sexe* », qui nécessiterait, pour exister, l'unanimité des Etats membres,
- un renforcement de la « *lutte contre les discours et les crimes ou délits anti-LGBT* », qui « *pourrait ensuite déboucher sur une obligation pour les Etats membres de punir ces infractions* », et
- une condamnation des « *thérapies de conversion* ».

Sources : Libération, Marlène Thomas (11/11/2020) ; Le Monde (11/11/2020) ; RTBF (12/11/2020)